

UNAPEI

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

15, Rue Coysevox

75018 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

UNAPEI

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

15, Rue Coysevox

75018 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association UNAPEI

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UNAPEI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 7 mai 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Estelle EVEN

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	463 827	367 532	96 295	64 037	32 258
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours	228 583		228 583	89 602	138 981
Avances et acomptes	40 000	40 000			
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	15 000		15 000	15 000	
Constructions	2 722 683	1 374 064	1 348 619	1 132 958	215 661
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	476 296	299 268	177 028	188 365	- 11 337
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	580 209	82 000	498 209	633 398	- 135 189
<i>Immobilisations financières</i>					
Participations et créances rattachées	1 799		1 799	1 799	
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres					
TOTAL (I)	4 528 397	2 162 864	2 365 533	2 125 159	240 374
<i>Actif circulant</i>					
Stocks et en-cours	29 666		29 666	30 081	- 415
Avances et acomptes versés sur commandes	10 676		10 676	34 570	- 23 894
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	781 644	75 449	706 194	989 796	- 283 602
. Créances reçues par legs ou donations	43 493		43 493	250 540	- 207 047
. Autres	264 976		264 976	286 443	- 21 467
Valeurs mobilières de placement	5 243 110	308 106	4 935 004	4 344 795	520 209
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	6 961 894		6 961 894	6 208 328	753 566
Charges constatées d'avance	163 402		163 402	275 822	- 112 420
TOTAL (II)	13 498 861	383 556	13 115 306	12 420 376	694 930
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	18 027 258	2 546 420	15 480 838	14 545 535	935 303

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	108 484	108 484	
. Fonds propres complémentaires	830 144	830 144	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	2 401 519	1 874 508	527 011
. Autres			
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice	-25 032	526 980	- 552 012
Situation nette (sous total)	3 315 115	3 340 116	- 25 001
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	1 829	1 829	
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	3 316 945	3 341 945	- 25 000
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations	50 059	123 974	- 73 915
Fonds dédiés	134 547	261 744	- 127 197
TOTAL (II)	184 606	385 718	- 201 112
Provisions			
Provisions pour risques	274 110	146 760	127 350
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	274 110	146 760	127 350
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 024 094	5 779 965	1 244 129
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	309 875	379 481	- 69 606
Dettes des legs ou donations	925 783	1 136 526	- 210 743
Dettes fiscales et sociales	615 639	661 819	- 46 180
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	2 764 854	2 689 851	75 003
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	64 934	23 469	41 465
TOTAL (IV)	11 705 177	10 671 112	1 034 065
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	15 480 838	14 545 535	935 303
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents		150 672	
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Engagements donnés			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	3 096 578	3 057 679	38 899	1,27
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	4 074	4 813	- 739	-15,35
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	1 853 452	2 035 399	- 181 947	-8,94
. dont parrainages	666 418	711 041	- 44 623	-6,28
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	123 320	213 665	- 90 345	-42,28
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	461 488	629 832	- 168 344	-26,73
. Mécénats	381 814	323 499	58 315	18,03
. Legs, donations et assurances-vie	315 565	332 126	-6 561	-1,98
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	156 446	152 294	4 152	2,73
Utilisations des fonds dédiés	173 197	41 740	131 457	314,94
Autres produits	108 725	114 387	-5 662	-4,95
Total des produits d'exploitation (I)	6 674 660	6 905 434	-230 775	-3,34
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	2 558	7 670	- 5 112	-66,65
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	2 447 103	2 543 252	- 96 149	-3,78
Aides financières	131 385	50 140	81 245	162,04
Impôts, taxes et versements assimilés	249 462	237 941	11 521	4,84
Salaires et traitements	2 243 538	2 102 630	140 908	6,70
Charges sociales	926 930	864 211	62 719	7,26
Dotations aux amortissements	274 012	265 488	8 524	3,21
Dotations aux provisions	202 662	148 167	54 495	36,78
Reports en fonds dédiés	46 000	60 000	- 14 000	-23,33
Autres charges	103 460	19 317	84 143	435,59
Total des charges d'exploitation (II)	6 627 109	6 298 819	328 290	5,21
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	47 550	606 615	-559 065	-92,16
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	76 105	31 487	44 618	141,70
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	0	16 809	- 16 809	-100,00
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	76 105	48 296	27 809	57,58
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	53 658	29 289	23 969	80,73
Intérêts et charges assimilées	4 839	5 392	- 31 403	-43,32
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	58 497	35 081	23 416	66,75
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	17 608	13 215	4 393	33,24
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	65 159	619 830	-554 671	-89,49
<i>Produits exceptionnels</i>				
Sur opérations de gestion	-9 929	9 690	- 19 619	-202,47
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	-9 929	9 690	- 19 619	-202,47
<i>Charges exceptionnelles</i>				
Sur opérations de gestion	7 246	12 935	-5 689	-43,98
Sur opérations en capital	17 316	7 959	9 357	117,57
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	24 562	20 894	3 668	17,56
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-34 491	- 11 204	- 23 187	-206,95
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	55 699	81 646	- 25 947	-31,78
Total des produits (I + III + IV)	6 740 836	6 963 420	-222 584	-3,20
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 765 867	6 436 440	329 427	5,12
EXCEDENT OU DEFICIT	-25 032	526 980	- 552 012	-104,75
<i>Evaluation des contributions volontaires en nature</i>				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature	30 464	43 940	- 13 476	-30,67
. Bénévolats				
Total	30 464	43 940	- 13 476	-30,67
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations	30 464	43 940	- 13 476	-30,67
. Personnel bénévole				
Total	30 464	43 940	- 13 476	-30,67

UNAPEI

Annexe des comptes annuels

Annexe association**PREAMBULE****1) Description de l'objet social de l'entité**

L'UNAPEI a pour objet :

d'unir, fédérer, promouvoir et soutenir les associations de parents, de personnes handicapées et de leurs amis et les organismes qui œuvrent à la défense et à la promotion des intérêts matériels et moraux des personnes handicapées et de leurs familles ;

b) de promouvoir l'action de ses membres et notamment l'élaboration de réponses apportées aux besoins des personnes handicapées et de leurs familles ;

c) de promouvoir l'image des personnes handicapées et de favoriser leur inclusion dans la société ;

d) de mener ou de susciter des études et des recherches afin de développer les connaissances scientifiques, médicales, techniques et éducatives afin d'améliorer les réponses aux besoins des personnes handicapées ;

e) de représenter auprès des pouvoirs publics et instances, tant au niveau national qu'international, ses membres ainsi que les personnes handicapées et leurs familles.

2) Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'UNAPEI, Union de près de 330 associations du « Mouvement parental », dont 70 associations tutélaires a pour mission de :

a) *à l'égard des personnes handicapées et de leurs familles :*

- leur venir en aide pour tous renseignements et conseils ;

- les orienter selon leurs besoins vers une aide médicale, sociale ou administrative appropriée ;

créer ou susciter la création et le développement de services et établissements pour l'accompagnement, l'éducation, l'activité professionnelle, les loisirs, les soins, le logement et plus généralement tout ce qui permet leur inclusion dans la société.

- promouvoir et mettre en œuvre tous organismes nécessaires pour un meilleur développement physique, intellectuel et moral des personnes handicapées.

A cette fin, et sans que cela remette en cause son caractère désintéressé, l'UNAPEI mène des activités à caractère économique et notamment :

- une activité de formation agréée au titre de la formation professionnelle continue ;

- la réalisation de supports audiovisuels et de publications en lien avec son objet ;

- la souscription et la diffusion de contrats d'assurance, de prévoyance et d'assistance dans l'intérêt des personnes handicapées et de leurs familles.

b) *à l'égard de ses membres :*

- soutenir la création et la gestion de réponses adaptées aux besoins des personnes handicapées à tous les âges de la vie leur permettant d'avoir accès à l'ensemble des biens et services de la société, qu'il s'agisse de la petite enfance, de l'éducation, de l'insertion professionnelle, du travail, du logement, de la santé, de la protection juridique, des loisirs, de la culture, des transports et de façon générale de tout ce qui peut favoriser leur épanouissement, leur accès à la cité et leur inclusion dans la société ;

- soutenir la mise en place à l'intention des familles et des aidants des réponses adaptées à leurs besoins ;

- apporter son assistance dans la recherche de solutions aux difficultés de fonctionnement interne.

c) à l'égard de la collectivité :

- valoriser l'image des personnes handicapées par tous moyens et la sensibiliser aux difficultés qu'elles rencontrent ;
- faire appel à la générosité du public pour contribuer à la réalisation de l'objet de l'UNAPEI et de ses membres.
- organiser la défense des intérêts matériels et moraux des personnes handicapées, de leurs familles ou de ses membres, en engageant notamment toute action en justice ou toute action de plaidoyer.

3) Description des moyens mis en œuvre

» notamment au moyen d'un effectif salarié aux compétences multiples de 48 ETP, d'un conseil d'administration de 34 membres bénévoles, dont 10 sont membres du bureau de l'association et d'un budget de près de 7 millions d'euros.

Les bureaux dans lesquels ces missions sont exercées, propriété de l'association, sont situés à PARIS dans le 18^{ème} arrondissement.

L'ensemble de ces collaborateurs interviennent au sein des différents pôles constitués :

- Le pôle qualité et développement du réseau, au sein duquel se trouve notamment de centre de formation de l'UNAPEI,
- Le pôle expertise,
- Le pôle influence et plaidoyer,
- Le pôle communication,

Et les pôles dévolus aux fonctions support de l'UNAPEI :

- Le pôle partenariats entreprises, collecte et libéralités,
- Le pôle systèmes d'information et projets digitaux,
- Le pôle services généraux,
- Le pôle direction, RH et comptabilité.

4) L'exercice social 2024

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 15 480 838,15€.

Le résultat net comptable est **un déficit de 25 031,72 €.**

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 11/04/2024 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

1) Constitution en 2013 d'un fonds de dotation et poursuite de son fonctionnement en 2024

En décembre 2013, le conseil d'administration de l'UNAPEI a adopté les statuts d'un fonds de dotation et a contribué à la constitution de sa dotation à hauteur de 100 000 € au moment de la création.

Suite à la décision d'affectation de l'AG du 20 mai 2016, un versement complémentaire de 200 000 € a été effectué et constaté dans les comptes 2017.

En application de la décision d'affectation de l'excédent 2017 prise à l'occasion de l'assemblée générale du 1er juin 2018, un nouveau versement de 100 000 € a été effectué et comptabilisé dans les charges de l'exercice 2018.

Conformément à la décision d'affectation de l'excédent 2018 prise au cours de l'assemblée générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice 2018, 200.000 € de versement au fonds de dotation effectué en 2019 figurent comptabilisées dans les charges de cet exercice.

Conformément aux décisions prise relativement à l'affectation des résultats des exercices clos le 31/12/2019, le 31/12/2020, le 31/12/2021 et le 31/12/2022, il n'a pas été fait de nouveau versement au fonds de dotation en 2020, 2021, 2022, 2023, ce dernier ayant poursuivi son objet avec le budget déjà confié au cours des exercices antérieurs.

La réserve affectée au fonds de dotation demeure d'un montant de 400.000,00 € dans les fonds propres de l'association au 31/12/2024.

2) Poursuite de l'appel à la générosité du public en 2024

Au cours de l'année 2014, le pôle Partenariats & Collecte a été créé au sein de l'UNAPEI afin de répondre à l'une des priorités du Projet Associatif Global : S'ouvrir à de nouvelles ressources.

Les ressources issues de l'appel à la générosité du public ont continué à fournir en 2024 avec une contribution importante au financement des missions sociales de l'UNAPEI.

La tenue de notre congrès en 2022, 2023 et 2024 après deux années d'empêchement dû à la pandémie de Covid 19, a permis d'enregistrer une forte progression des partenariats entreprises. La location de stands a toutefois connu une baisse de 19,31 % pour un montant de 209 k€ en 2024 en raison de possibilités plus réduite d'espace dans le lieu de réception du congrès et les parrainages sont eux en recul de 6,28 %.

ont progressé d'1,31 % en 2024, s'établissant à 461 k€, si l'on exclut le don sur donation d'un montant de 175 k€ perçu en 2023 et qui avait un caractère très exceptionnel. Les mécénats d'entreprises ont, eux, fortement progressés ; ils sont en hausse de 18 % en 2024.

L'exercice 2024 se caractérise également par la concrétisation définitive de plusieurs Legs en cours pour 316 k€ contre 332 K€ en 2023.

3) Fiscalisation des activités lucratives en 2024

L'exercice 2018 a marqué la fin du report des déficits antérieurs sur le résultat fiscal de l'exercice taxable à l'impôt sur les sociétés au niveau des activités classées comme lucratives de l'UNAPEI. Le tableau suivant présente la ventilation du compte de résultat par secteur et les conséquences induites en matière d'IS en 2024 :

	Secteur lucratif	Secteur non lucratif	Total
Produits	1 925 882	4 814 954	6 740 836
Charges (avant IS)	1 684 333	5 025 835	6 710 168
Résultat	241 549	- 210 881	30 668
IS	55 699	0	55 699
Résultat net	185 850	- 210 881	- 25 031

Cette répartition entre le secteur lucratif et le secteur non lucratif en 2024 montre une confirmation par rapport à 2023 d'une recrudescence significative des activités lucratives, notamment au niveau des prestations de formation (en hausse encore en 2024) et des recettes autour du congrès UNAPEI. Notons toutefois une baisse de l'IS en raison de charges du secteur lucratif plus importantes en contrepartie.

4) Evolution de l'activité après la pandémie due au coronavirus (COVID-19)

Les conséquences de la pandémie depuis mars 2020 ont eu des incidences fortes sur les comptes 2020 et 2021. 2022, 2023 et 2024 marquent un retour à des activités dans des conditions quasi normales, même si le recours partiel au télétravail s'est installé durablement.

L'UNAPEI avait vu en effet ses activités fortement perturbées depuis le 17 mars 2020 en raison de la nécessité du respect des mesures de protection destinées à limiter la circulation du virus. Si de nombreux dossiers de fonds ont été maintenus et poursuivis par l'usage du télétravail des salariés de la tête de réseau ainsi que des administrateurs bénévoles du Conseil d'Administration, il est à noter que :

- Une activité spécifique liée à la gestion de la crise COVID avait été développée par les équipes salariées et bénévoles de la tête de réseau. Elle a pris des formes multiples : plaidoyer, tions liés au fond d'urgence COVID UNAPEI, ... Le développement de cette activité a repoussé en 2020 et 2021 le développement de projets en cours (ex : projet de télé-odontologie, ...) ou prévus. Le fond d'urgence COVID UNAPEI, traité en fonds dédiés à partir de 2020, destiné à couvrir les besoins des associations membres générés par la pandémie, avait donné lieu en 2021 à une forte activité ; ce fonds dédié n'a pas évolué en 2022, ni en 2023 et s'est soldé en termes d'attribution en 2024.
- Le centre de formation avait vu en 2020 son activité annulée de mars à septembre et avait dû adapter son offre, avec notamment des formations dispensées en digital ainsi qu'une baisse des tarifs de ses prestations ; en 2021, le centre de formation, malgré les difficultés engendrées par la pandémie encore très présente au cours de cette exercice, avait généré des prestations en progression de plus de 81 % par rapport à 2020. En 2022, les prestations de formation avait encore augmenté de plus de 30 % et en 2023 elles ont encore progressé de plus de 16 % par rapport à 2022, marquant un fort dynamisme de cette activité. En 2024, cette dernière a encore progressé de 7,57 %.
- Les séminaires ainsi que les universités d'été des DG et des Présidents, comme le festival "des 60 ans" qui fédérait des initiatives importantes à notre égard de nombre de nos partenaires avaient dû être annulés en 2020, cette situation engendrant des pertes exceptionnelles importantes sur des dépenses non reconductibles sur le congrès 2022. Comme en 2020, l'assemblée générale annuelle 2021 de notre association avait été digitalisée et les partenaires les plus importants avaient accepté de maintenir une partie de leur soutien pour les événements digitaux réalisés, sans pour autant que nous ayons pu retrouver au cours de l'exercice 2021 le niveau de

recettes liés à la tenue en présentiel d'un Congrès. La tenue du congrès 2022 à Montpellier, du congrès 2023 à Nantes et du congrès à Tours en 2024 ont permis de retrouver une activité dynamique à ce niveau.

• L'issue commerciale des accords-cadres signés avec des entreprises partenaires s'était révélée moins négative que prévue au cours de l'exercice 2020 puisque les recettes de parrainage n'avaient baissé que de 10,89 % ; en 2021, cette tendance s'était confirmée, puisque ces recettes avaient augmenté de 4,02 % par rapport à l'exercice précédent. Alors qu'elles avaient progressé de 5,50 % en 2022, ces recettes ont encore augmenté de 4,04 % en 2023. En 2024, les accords-cadres sont en légère diminution de 6,70 %.

Cette situation en termes de retour de perspectives d'activité et de ressources a permis de bâtir des budgets prévisionnels 2025 et 2026 avec un niveau de sérénité plus important.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par l'Autorité des Nomes Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants :

Il a été fait application des dispositions du PCG ANC 2014-03 relatives à la définition, la comptabilisation, l'évaluation des actifs et à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. La définition des composants a concerné les constructions et leurs aménagements.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Logiciels informatiques	de 03 à 04 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent ; la valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode FIFO. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite ; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable ANC 2018-06, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

- Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement selon la convention collective ou coût total communiqué par l'employeur pour le mécénat de compétence ;
- Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Précisons ici que l'exercice 2024 est le deuxième exercice d'application du règlement ANC n°2022-04 modifiant le règlement ANC n°2018-06 qui impose la présentation d'un état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger dans l'annexe aux comptes annuels. Cet état est présenté au chapitre « AUTRES INFORMATIONS » page 44 dans la présente annexe.

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	510 923	221 486		732 409
Immobilisations corporelles	2 795 992	428 087	10 101	3 213 979
Immobilisations financières	1 799			1 799
TOTAL	3 308 715	649 574	10 101	3 948 188

A titre de précision :

- Les immobilisations incorporelles sont exclusivement constituées de dépenses de logiciels. En 2024, l'UNAPEI a poursuivi le développement de plusieurs modules en interne, les dépenses de personnel affectées à cette production immobilisée ayant été comptabilisées en immobilisations incorporelles en cours à la date de clôture de l'exercice. Cette production immobilisée a été évaluée à 80 199,36 € en 2024 et se décompose comme suit :

- ⇒ Unapei.org.....31.976,16 €
- ⇒ Site Falc.....14.338,29 €
- ⇒ Portail UNAPEI.....10.828,88 €
- ⇒ Plateforme collaborative....7.544,20 €
- ⇒ Cap Falc.....15.330,28 €
- ⇒ Unapei & Entreprises.....181,55 €

Les travaux des prestataires externes sur ces modules en cours ont en outre représentés 101.778,78 € en 2024.

- Ne sont pas mentionnées dans ce tableau, les Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés ou donnés.

Les informations suivantes concernent les *biens immobiliers reçus par Legs ou donation destinés à être cédés ou donnés* :

Nature	Valeur au 01/01/24	Nouveaux 2024	Correc-tions	Provision	Cession	Compte 242 au 31/12/24	+/- Value	Valeur Nette au 31/12/24
Biens immobiliers des Legs « directs » UNAPEI	197 600	42 000			70 000	49 600	-120 000	49 600
Biens immobiliers des Legs portés p/associations membres	587 798	485 562	- 9 548	82 000	514 662	530 150	-19 000	448 150
TOTAL	785 398	527 562	- 9 548	82 000	584 662	579 750	-139 000	497 750

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	317 284	50 248		367 532
TOTAL I	317 284	50 248		367 532
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	882 301	122 005		1 004 306
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	315 329	54 429		369 758
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	47 924	4 417		52 341
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	214 115	42 913	10 101	246 927
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	1 459 670	223 764	10 101	1 673 332
TOTAL GENERAL (I+II)	1 776 954	274 011	10 101	2 040 864

Eléments constitutifs du fonds commercial

NEANT

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises				
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis	22 281	22 043	22 281	22 043
Autres approvisionnements	7 800	7 623	7 800	7 623
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	30 081	29 666	30 081	29 666

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	781 644	781 644	
Autres créances	308 469	308 469	
Charges constatées d'avance	163 402	163 402	
TOTAL	1 253 515	1 253 515	

Détail des Autres Créances :

- Créances reçues par Legs ou donations - Legs « directs ».....11 288 €
- Créances reçues par Legs ou donations – Legs « portés » pour les associations membres.....32 204 €
- Autres créances.....264 977 €

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Produits d'exploitation	459 269
Subventions/financements	40 584
Autres produits d'exploitation à recevoir	199 860
Intérêts courus sur placements à recevoir	16 649
TOTAL	716 362

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	40 000			40 000
Immobilisations Legs destinés à être cédés	152 000	50 000	120 000	82 000
Comptes de tiers	104 951	39 994	69 495	75 450
Comptes financiers des Legs portés	261 110		36 350	224 760
Comptes financiers UNAPEI	29 689	53 657		83 346
TOTAL	587 750	143 651	225 845	505 556

- Les reprises de provisions constatées à hauteur de 120 000 € en 2024 sur les immobilisations reçues par Legs destinées à être cédées (en raison de legs portés pour le compte d'associations membres ont été compensées par la constatation de l'augmentation de la dette de l'UNAPEI envers ces mêmes associations bénéficiaires du Legs (Compte 467) ;

- La reprise de provision sur compte financier constatée en 2024 pour 36 250 € (en compte 7866) correspond à une moindre moins-value latente sur GOUX ; l'impact sur le résultat de l'exercice de cette reprise est neutralisé par la constatation d'une augmentation de la dette de l'UNAPEI pour un même montant (Compte 66889 « Augmentation Dettes Fi. sur Legs portés »).

Etat des valeurs mobilières de placement

Valeurs mobilières de placement	Val. Comptable	Val. À la clôture	+Value latente	-Value latente
Contrat de capitalisation ALLIANZ Legs "GOUX"	1 000 000	1 053 014	53 014	
Obligations Compte titre Legs "GOUX"	1 000 000	849 900		150 100
Parts de SCPI Legs "PENIN"	520 390	445 730		74 660
Contrat de Capitalisation SOGECAP UNAPEI	500 000	526 054	26 054	
Parts SCPI PRIMOFAMILY	100 000	92 820		7 180
Parts SCPI PRIMOVIE	250 096	209 120		40 976
Parts SCPI PF02_PERIAL ASSET MANAGMENT	150 136	114 946		35 190
Autres valeurs mobilières	1 722 488	1 722 488		
TOTAL	5 243 110	5 014 072	79 068	308 106

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	938 628				938 628
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	1 874 508	526 980			2 401 519
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	526 980	-526 980		25 032	-25 032
Dont générosité du public					
Situation nette	3 340 116			25 032	3 315 115
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	1 829				1 829
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	3 341 945			25 032	3 316 945
TOTAL dont générosité du public					

Détail des Autres réserves :	2 401 519 €
- Projet Associatif –	000 €
- Réserves affectées au Fonds de Dotation	400 000 €
- Réserve d'investissement Projets numériques	465 000 €
- Autres Réserves non affectées	1 216 519 €

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		
SOLDE		

Fonds reportés liés aux legs ou donations

Nature des fonds	A l'ouverture	Variation liée à la régularisation des ex. antérieurs	Augmentation au cours de l'exercice des biens ou créances à réaliser	Diminutions fonds reportés – cession, donation ou apport au cours de l'exercice	A la clôture
<u>Fonds reportés liés au Legs « directs »</u>					
TREIL	12 252			7 552	5 000
TRIFFAULT			42 459		42 459
MICHOT	2600				2600
BARRE	100 468			100 468	
ABOULAFIA	8 354			8 354	
<u>Fonds reportés liés aux Legs « portés » (destinés à être donnés)</u>					
NEANT					
TOTAL	123 974		42 459	116 374	50 059

Analyse des fonds dédiés

Nature des fonds	A l'ouverture	Augmentation des engagements à réaliser sur fonds attribués	Diminutions fonds dédiés utilisés au cours de l'exercice	A la clôture	Dont part non mouvementée depuis au- 2ans
SITE INTERNET UNAPEI	15 025		3 200	11 825	
VIE ASSOCIATIVE	1 760		1 760		
TELE-ODONTOLOGIE	91 464		91 464		
ACCESSIBILITE FALC	133 484	46 000	56 761	122 723	
FOND D'URGENCE COVID	20 012		20 012		
TOTAL	261 744	46 000	173 197	134 548	

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement Amortissements dérogatoires Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pensions obligatoires similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretiens et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	146 760	162 668	35 318	274 110
TOTAL (II)	146 760	162 668	35 318	274 110
TOTAL GENERAL (I+II)	146 760	162 668	35 318	274 110
Dont dotations et reprises - d'exploitation - financières - exceptionnelles		162 668	35 318	

Description des éléments significatifs ou importants :

- € à l'ouverture correspond à l'appréciation du risque au 31/12/2023 relatif au litige qui oppose l'UNAPEI au fournisseur KENO A sur le projet Cap FALC : ce montant correspond à l'acompte versé initialement en 2021 de 40.000 € et à une provision complémentaire constituée au 31/12/2023 compte tenu de la persistance du litige et du peu d'avancée de la procédure en cours. Ce litige n'a pas évolué en 2024 et la provision a donc été conservée au même niveau.
- Les dotations de l'exercice correspondent pour un montant de 162.668 € à deux litiges salariés en cours de traitement :
Le premier déjà provisionné pour un montant de 31.542 € au 31/12/2023 a fait l'objet d'un complément de provision de 12.668 € en raison de la persistance de

l'absence de la salariée ;

Le second, lié à une rupture conflictuelle du contrat de travail d'une salariée pour fautes graves en 2024, a fait l'objet d'une provision de 150.000 €.

- *La reprise de 35.218 € correspond à une rupture finalisée au cours de l'exercice et donc les conséquences financières effectives se trouvent constatées dans les comptes.*

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	7 024 094	6 355 972	237 699	430 423
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	309 875	309 875		
Dettes fiscales et sociales	615 639	615 639		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	3 690 635	1 519 534		2 171 101
Produits constatés d'avance	64 934	42 465	22 469	
TOTAL	11 705 177	8 843 485	260 169	2 601 524

★ Détail des Autres dettes mentionnées à moins d'un an :

- Dettes des Legs et donations – Dettes des dossiers en cours.....11 014 €
- Dettes des Legs et donations – Dettes envers les associations membres légataires.....914 768 €
- Dettes Rente Survie AXA/CNP à moins d'un an.....458 375 €
- Dettes diverses.....135 377 €

★ Détail des Autres dettes mentionnées à plus d'un an :

- RENTES SURVIE (LT).....153 706 €
- CONTREPARTIE LEGS SPECIFIQUE (capital placé, fruits reversés).....2 017 395 €

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	43 807
Dettes fiscales et sociales	254 440
Autres dettes	19 770
TOTAL	318 017

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
UNAF	Fonds spécial pour le financement des unions d'associations familiales	75 089	42 005	33 084		
AGEFIPH	Au soutien du travail des personnes handicapées	23 731	18 731	5 000		
CG CENTRE VAL DE LOIRE	Participation exceptionnelle au Congrès de Nantes	2 000	2 000			
DEPARTEMENT INDRE ET LOIRE	Participation au Congrès de Tours	500	500			
ETAT	Aide à l'embauche des apprentis	22 000	19 500	2 500		
TOTAL		123 320	82 736	40 584		

Legs, donations et assurances-vie

	Montants
PRODUITS	
Montant perçu au titre d'assurances-vie (75431)	42 463
Montant de la rubrique de produits « legs ou donations » définie à l'article 213-9 (75432)	199 187
Diminution de dettes sur Legs portés (75889)	139 000
Prix de vente de biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés (7754)	584 662
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés (7814)	
Reprise provision pour dépréciation des VMP (7866)	36 250
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations (7891)	116 374
CHARGES	
Autres charges sur Legs et donations (6531)	
Augmentation de dettes sur Legs portés (65889)	
Donations Biens reçus par Legs « portés » (6713)	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés (6754)	723 662
Augmentation de dettes financières sur Legs portés (66889)	36 250
Report de fonds reportés liés aux legs ou donations	42 459
Solde de la rubrique	315 565

Analyse du résultat

COMPTE DE RESULTAT PAR ACTIVITE 2024 - CHARGES

CHARGES	Réalisation 2 024	FONCTIONNEMENT et hors fonctionnement	FORMATION
Achats	578 225	307 697	270 528
Services extérieurs	796 095	786 964	9 132
Autres services extérieurs	1 075 340	972 180	103 160
Impôts, taxes et versements	249 462	239 074	10 388
Salaires et charges sociales	3 170 468	2 952 735	217 733
Dotations aux amortissements : sur immobilisations	274 011	254 831	19 181
Dotations aux provisions : sur immobilisations		0	
Dotations aux provisions : créances associations	39 994	28 495	11 499
Dotations aux provisions : stocks			
Dotations aux provisions : autres créances			
Dotations aux provisions : pour risques et charges	162 668	162 668	
Autres charges	189 338	179 413	9 925
Pertes sur créances irrécouvrables	45 507	41 899	3 608
CHARGES D' EXPLOITATION I	6 581 109	5 925 955	655 154
CHARGES FINANCIERES II	58 497	58 497	
Charges except. sur opérations de gestion	7 246	7 246	
Charges except. sur opérations en capital	17 316	17 316	
Dotation aux amortissements et provisions		0	
CHARGES EXCEPTIONNELLES III	24 562	24 562	
TOTAL DES CHARGES (I + II + III)	6 664 168	6 009 014	655 154
Impôts sur l'excédent	55 699	55 699	
ENGAGEMENT A REALISER sur ressources affectées	46 000	46 000	
EXCEDENT :			
TOTAL GENERAL	6 765 867	6 110 713	655 154

COMPTE DE RESULTAT PAR ACTIVITE 2024 - PRODUITS

PRODUITS	Réalisation 2 024	FONCTIONNEMENT et hors fonctionnement	FORMATION
Conseils et Accompagnements	-3 869	-11 000	7 131
Prestations de services diverses	1 190 908	649 886	541 023
Cotisations	1 560 146	1 485 196	74 950
Contributions aux services de l'unapei	1 536 432	1 536 432	
Abonnements et publications	4 068	4 068	
Ventes diverses			
Subventions d'exploitation	123 320	123 320	
Dons Manuels et Mécénats	843 302	843 302	
Legs et Donations	315 565	315 565	
Parrainages	666 418	666 418	
Autres produits	28 764	28 764	
Production stockée	-238	-238	
Production immobilisée	80 199	80 199	
Reprise de provisions	104 813	72 763	32 051
Transfert de charges	51 633	51 633	
PRODUITS D' EXPLOITATION I	6 501 462	5 846 308	655 154
PRODUITS FINANCIERS II	76 105	76 105	0
PRODUITS EXCEPTIONNELS III	-9 929	-9 929	0
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)	6 567 638	5 912 484	655 154
Report de ressources non utilisées des EX ANT.	173 197	173 197	0
DEFICIT	25 032	25 032	0
TOTAL GENERAL	6 765 867	6 110 713	655 154

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

Eléments	Net
Produits exceptionnels	-9 929
Produits sur exercices antérieurs (<i>avoirs sur produits non réalisés</i>)	-9 929
Charges exceptionnelles	24 562
Charges sur exercices antérieurs (<i>Régularisation divers comptes de tiers</i>)	7 246
Régularisation droit à déduction TVA sectorisation	17 316
Résultat exceptionnel	- 34 491

Tableau relatif aux Transferts de charges

Eléments	Net
Refacturation frais NOUS AUSSI (<i>engagés Unapei</i>)	329
Refacturation frais OBSERVEUR (<i>engagés Unapei</i>)	41 262
Refacturation frais diverses association membres (<i>engagés Unapei</i>)	4 412
Remboursement IJ prévoyance Mutex	5 630
Transferts de charges d'exploitation	51 633

Annexe association (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

- Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

- Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

Engagements reçus en matière de conventions pluriannuelles de partenariat

L'analyse des conventions en cours à la date du 31/12/2024 révèle les engagements suivants pris par les partenaires de l'UNAPEI à l'égard de cette dernière :

ENGAGEMENTS RECUS DES PARTENAIRES	2025	2026	2027
AU TITRE DE CONVENTIONS DE MECENATS PLURIANNUELLES	214 000	122 000	
AU TITRE DE CONVENTIONS DE PARTENARIATS PURIANNUELLES	67 833	65 833	11 000
TOTAL	281 833	187 833	11 000

Aucun engagement reçu ne va au-delà de 2027.

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 306.577,38 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière,
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté,
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective,
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié,
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans,
- le taux de rotation du personnel : nul,
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 1 %,
- le taux d'actualisation retenu : 3,41 %,
- le taux moyen des charges sociales : 52,28 %.

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	35	
Non cadres	13	
TOTAL	48	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à **35.131,92 €**.

Etat séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger

Date d'enc./bénéfice	(ou) Période d'avantage	Contributeur	Forme juridique	Nature avantage/ressource	Direct / indirect	Mode de paiement	Montant de l'avantage/ressource
30/04/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	2,75
31/12/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	10,60
Total Royaume Uni							13,35
31/12/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	24,61
28/12/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	CB	100,00
10/02/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	CB	106,03
31/12/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	3,35
Total Suisse							233,99
31/12/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	95,24
31/12/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	39,50
17/09/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	CB	35,00
31/12/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	0,30
	01/01/2024 31/12/2024		Personne physique	Don manuel	Direct	Prélèvement	120,00
Total Belgique							290,04
16/05/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	2,81
Total USA							2,81
31/12/2024	01/01/2023 31/12/2024		Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	30,00
			Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	0,20
Total Allemagne							30,20
13/11/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	CB	50,00
Total Pays Bas							50,00
31/12/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	31,35
Total Ile Maurice							31,35
31/12/2024			Personne physique	Don manuel	Direct	Virement	0,06
Total Espagne							0,06
12/02/2024			Autre personne morale	Location de stands congrès	Direct	Virement	2 870,00
Total République Tchèque							2 870,00
Total Etat " toute provenance"							3 535,15

Annexe association (suite)

AUTRES ANNEXES POUR LES ASSOCIATIONS FAISANT APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC

Compte de résultat par origine et par destination

A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE Au 31/12/2024 TOTAL	EXERCICE au 31/12/2024 Dont générosité du public	EXERCICE au 31/12/2023 TOTAL	EXERCICE au 31/12/2023 Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Donc, legs et mécénats				
- Dons manuels	461 488	461 488	629 832	629 832
- Legs, donations et assurances-vie	315 565	315 565	332 126	332 126
- Mécénat	381 814	381 814	323 499	323 499
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie	3 096 578		3 057 679	
2.2 Parrainage des entreprises	666 418		711 041	
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 417 642		1 607 566	
3-SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	123 320		213 665	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	104 813		46 271	
5-UTILISATION DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	173 197		41 740	
TOTAL	6 740 835	1 158 867	6 963 418	1 285 457
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	5 140 645	986 555	5 049 819	1 111 847
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	351 385	67 435	260 140	57 276
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	339 640	38 895	272 664	39 307
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	99 817	11 431	65 717	9 474
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	476 361	54 552	468 596	67 553
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	256 320		177 856	
5-IMPOTS SUR LES BENEFICES	55 699		81 646	
6-REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	46 000		60 000	
TOTAL	6 765 867	1 158 867	6 436 438	1 285 457
EXCEDENT OU DEFICIT	-25 032		526 980	

B – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE au 31/12/2024 TOTAL	EXERCICE au 31/12/2024 Dont générosité du public	EXERCICE au 31/12/2023 TOTAL	EXERCICE au 31/12/2023 Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat				
Prestations en nature			43 940	43 940
Donc en nature				
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	30 464			
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Donc en nature				
TOTAL	30 464		43 940	43 940
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	30 464			
Réalisées à l'étranger				
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			43 940	43 940
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	30 464		43 940	43 940

Cotisations avec ou sans contreparties

Les cotisations avec ou sans contreparties sont ventilées selon les règles définies.

Dons manuels

La rubrique « Dons manuels » comprend les produits reçus des ventes de dons en nature.

Contributions financières sans contrepartie

La rubrique « Contributions financières sans contrepartie » comprend :

- les contributions financières et quotes-parts de générosité reçue d'autres entités ;

Autres produits non liés à la générosité du public

La rubrique « Autres produits non liés à la générosité du public » comprend

- les ventes de marchandises et de prestations de services ;
- les revenus des actifs non issus de la générosité du public ;
- les redevances d'actifs incorporels ;
- les loyers ;
- les produits financiers ;
- les plus ou moins-values de cession d'actifs.

Elle ne comprend pas les subventions et autres concours publics.

Subventions et autres concours publics

La rubrique « Subventions et autres concours publics » comprend :

- au titre des subventions ;
- les subventions d'exploitation ;

- la quote-part des subventions d'investissements réintégrée au cours de l'exercice au compte de résultat.
- les concours publics

Pour les rubriques figurant dans les produits liés à la générosité du public, l'entité ventile en aval du compte de résultat par origine et destination les produits dédiés par le tiers financeur à un projet défini et les produits non dédiés.

Missions sociales

La définition des missions sociales et des moyens à mettre en œuvre relève d'une décision de gestion prise par l'organe habilité, en conformité avec l'objet de l'entité.

Les rubriques relatives aux missions sociales comprennent les charges engagées par l'entité pour la réalisation de ces missions et qui ont vocation à disparaître si elle cesse.

Les charges engagées pour la réalisation des missions sociales comprennent les coûts directement liés aux activités et services rendus pour réaliser ces missions, tels que les frais de personnel directs, les fournitures et services extérieurs engagés pour réaliser les missions.

Elles comprennent également les coûts indirects qui sont engagés pour réaliser les activités et services rendus au titre des missions sociales.

Ces coûts sont ceux qui sont mis en œuvre spécifiquement pour la réalisation d'une ou plusieurs missions sociales.

Ces coûts sont généralement fonction de l'ampleur des missions réalisées. Ces coûts peuvent faire l'objet de répartitions et doivent tenir compte de l'utilisation effective des moyens concernés.

Frais d'appel à la générosité du public

La rubrique « Frais d'appel à la générosité du public » comprend les charges engagées par l'entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser son action

Les frais d'appel à la générosité du public correspondent aux frais de recherche et de traitement de dons et libéralités. Ils comprennent à titre d'exemple :

- les frais d'appel à dons, quelle que soit la forme de ces dons (en nature, donations, legs, assurances vie) auprès des entreprises et des particuliers. La publicité ou l'appel à dons peut se faire sous de multiples formes : campagne publicitaire sur panneaux, par envoi postal, par médias sociaux, spots publicitaires, etc. ;
- les frais de traitement des dons, legs, donations, assurance-vie ou mécénat ; les prestations de services de collecte ou de traitement des dons, legs, donations, assurance-vie ou mécénat, les charges des legs résultant de stipulations testamentaires ;
- les frais de tenue, de location ou d'acquisition de fichiers de donateurs ou mécènes ;
- les frais d'appel et de gestion de cotisations sans contrepartie ;
- les frais d'appel à bénévolat ;
- les frais de gestion des actifs issus de la générosité du public ou financés par la générosité du public - les achats de marchandises et de prestations de services destinées à la vente qui pour les entités faisant appel à la générosité du public sont vendus à un prix bien plus élevé que son prix d'achat.

Frais de recherche d'autres ressources

La rubrique « Frais de recherche d'autres ressources » comprend les frais engagés par l'entité dans le but d'obtenir des ressources non liées à la générosité du public et des subventions ou autres concours publics.

- les frais de recherche et de traitement de parrainage, de cotisations avec contrepartie ou de contributions financières reçues d'autres organismes sans but lucratif pour remplir leurs missions sociales ;
- les frais liés à la recherche, aux demandes et aux traitements des subventions d'exploitation ou d'investissement ou de collecte de participations, contributions et taxes ;
- les frais de gestion des actifs qui ne sont pas issus de la générosité du public dont les fruits constituent des produits de l'entité lui permettant de remplir ses missions sociales ;

- les charges d'un secteur marchand.

Frais de fonctionnement

La rubrique « Frais de fonctionnement » comprend les charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité. Les charges relatives aux fonctions relevant des frais de fonctionnement dont l'entité peut justifier l'affectation à la réalisation de missions sociales ou à des frais de recherche de fonds, sont affectées aux rubriques « Missions sociales » ou « Frais de recherche de fonds ». Les frais de fonctionnement comprennent notamment les charges affectées aux activités suivantes :

- gouvernance ;
- communication ;
- Ressources humaines ;
- comptabilité et gestion financière y compris les frais de gestion de la tarification pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux et les établissements de santé ;
- juridique ;
- moyens généraux ;
- informatique.

Charges financières

Les charges financières sont affectées aux rubriques « Missions sociales » ou « Frais de recherche de fonds » si l'entité en justifie. A défaut, elles figurent dans les frais de fonctionnement

Dotations aux provisions et dépréciations

La part des dotations aux provisions et dépréciations relative à la générosité du public ainsi que le report en fonds dédiés figurent dans le compte de résultat par origine et destination.

Les dotations aux provisions et dépréciations concernent notamment les legs ou donations avec charges et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public. Contrairement aux dotations aux provisions et dépréciations qui seront reprises lors de la constatation de la charge, objet de la provision ou de la dépréciation, ou si elles deviennent sans objet, les dotations aux amortissements constituent des charges définitives qui sont ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.

Rapprochement des charges

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales réalisées en France : par l'organisme	Missions sociales réalisées en France : versements à d'autres organismes	Missions sociales réalisées à l'étranger : par l'organisme	Missions sociales réalisées à l'étranger : versements à d'autres organismes
Achats de marchandises	2 558			
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	1 979 242			
Aides financières		351 385		
Impôts, taxes et versements assimilés	244 141			
Salaires et traitement	1 825 681			
Charges sociales	711 026			
Dotations aux amortissement et dépréciations	245 718			
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	103 460			
Charges financières	4 257			
Charges exceptionnelles	24 562			
Participations des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices				
TOTAL	5 140 645	351 385		

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Frais de recherche de fonds : Générosité du public	Frais de recherche de fonds : Autres ressources	Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	200 695		47 166	
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés			5 321	
Salaires et traitement	92 812	66 627	258 417	
Charges sociales	46 133	33 190	136 581	
Dotations aux amortissement et dépréciations			28 293	
Dotations aux provisions				256 320
Reports en fonds dédiés				
Autres charges				
Charges financières			582	
Charges exceptionnelles				
Participations des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices				
TOTAL	339 640	99 817	476 361	256 320

TABEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Impôts sur les bénéfices	Reports en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
Achats de marchandises			2 558
Variation de stock			
Autres achats et charges externes			2 227 102
Aides financières			351 385
Impôts, taxes et versements assimilés			249 462
Salaires et traitement			2 243 538
Charges sociales			926 930
Dotations aux amortissement et dépréciations			274 011
Dotations aux provisions			256 320
Reports en fonds dédiés		46 000	46 000
Autres charges			103 460
Charges financières			4 839
Charges exceptionnelles			24 562
Participations des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices	55 699		55 699
TOTAL	55 699	46 000	6 765 867

TABEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales réalisées en France	Missions sociales réalisées à l'étranger	Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens					
Prestations de services	30 464				30 464
Personnel bénévole					
TOTAL	30 464				30 464

COMPTE EMPLOIS ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

EMPLOIS PAR DESTINATION	Exercice N	Exercice N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES		
1.1 Réalisées en France		
- Actions réalisées par l'organisme	986 555	1 111 847
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	67 435	57 276
1.2 Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	38 895	39 307
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	11 431	9 474
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	54 552	67 553
TOTAL DES EMPLOIS	1 158 867	1 285 457
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL		

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice N	Exercice N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		
Réalisées en France	30 464	
Réalisées à l'étranger		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		43 940
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT		
TOTAL	30 464	43 940

RESSOURCES PAR ORIGINE	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Cotisations sans contrepartie		
1.2 Dons, legs et mécénats		
- Dons manuel	461 488	629 832
- Legs, donations et assurances-vie	315 565	332 126
- Mécénats	381 814	323 499
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
TOTAL DES RESSOURCES	1 158 867	1 285 457
2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
3 - UTILISATION DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		
DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL		
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public (-)		
Investissements et (+) désinvestissements nets		
liés à la générosité du public de l'exercice		
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
- Bénévolat		
- Prestations en nature		43 940
- Donc en nature		
TOTAL		43 940

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	Exercice N	Exercice N-1
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	20 012	20 012
(-) Utilisation	20 012	
(+) Report		
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE		20 012

Présentation du compte emplois-ressources (CER)

Parce que l'UNAPEI a fait appel à la générosité du public en 2024 et que l'association entre ainsi dans le cadre de la loi n°91-772 du 7 août 1991, il a été établi un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) au 31/12/2024.

Le CER a pour finalité de pouvoir suivre l'affectation des ressources collectées auprès du public aux différents types de dépenses.

Les règles de gestion et d'établissement du CER sont décrites dans les paragraphes ci-après constituant l'annexe du CER ; Elles ont fait l'objet d'une décision d'approbation du conseil d'administration de l'UNAPEI en date du 13/04/2019.

Méthode d'élaboration

Le CER est structuré de façon suivante :

Les colonnes 1 et 2 des tableaux qui fondent le CER correspondent aux données de ressources et d'emploi de ces ressources issues de la générosité du public relatives respectivement à l'exercice clos le 31/12/2024 et à l'exercice clos le 31/12/2023. Le total des ressources et des emplois correspond au total des charges et des produits de la colonne du compte de résultat correspondant à « dont générosité du public ».

Les méthodes utilisées, au titre de l'exercice clos le 31/12/2024, d'identification des ressources et des emplois de ces mêmes ressources issues de la générosité du public sont identiques aux méthodes employées au titre de l'exercice clos le 31/12/2023 ; nous les rappelons dans les développements qui suivent.

Les charges et les produits du compte de résultat sont affectés analytiquement selon leur origine et leur utilisation.

- ✓ Les coûts directement affectables à une mission sociale sont imputés dès l'enregistrement comptable de l'opération
- ✓ Les coûts non directement affectables sont répartis en fonction de clés de répartition déterminées comme explicité ci-après.

1- Ressources Liées à la générosité du public

Les ressources issues de la générosité du public sont ventilées par origine et selon la même classification que dans le Compte de Résultat par Origine et Destination.

Chacune des ressources collectées par l'UNAPEI a donc été répartie en fonction de sa nature conformément à la nomenclature du CER.

2- Emplois des ressources collectées auprès du public

Les emplois ont été ventilés de la façon suivante :

✓ Missions sociales :

L'UNAPEI disposant en interne d'une comptabilité analytique, les emplois sont déjà répartis par type de missions sociales. Ces dernières s'articulent autour des actions suivantes :

- Soutenir, accompagner et conseiller les associations de parents et de personnes handicapées ;
- Aider, soutenir et accompagner les personnes handicapées et leurs familles
- Valoriser l'image et favoriser l'intégration de la personne handicapée dans la société

Le coût global des missions sociales inclut :

- Les coûts directs nécessaires à la bonne réalisation des missions sociales (frais liés à l'organisation des journées thématiques, des commissions spécialisées, frais impression des guides, charges du personnel œuvrant intégralement sur une ou plusieurs missions sociales, etc)
- Les coûts indirects représentant une quote-part des charges de structure et des charges du personnel des fonctions supports. Cette quote-part est déterminée en fonction d'une clé de répartition expliquée ci-dessous.

Ces coûts indirects sont isolés dans des rubriques analytiques dont l'intitulé commence par « à répartir » :

- A répartir fonctionnement siège

- ➡ A répartir services généraux
- ➡ A répartir informatique

Il a été déterminé, pour les services supports, un pourcentage d'affectation aux missions sociales et aux fonctions supports (frais de fonctionnements) :

Services	Missions sociales	Fonctions supports
Pôle direction	50%	50%
Services généraux	80%	20%
Comptabilité	30%	70%

Ainsi, la quote-part des coûts indirects, hormis la quote-part du salaire brut des services supports déterminés en fonction des clés de répartition ci-dessus, se calcule à partir du pourcentage suivant :

$$\frac{\text{Masse salariale des salariés affectés aux missions sociales}^{(*)}}{\text{Masse salariale globale de l'année}}$$

(*) Est égale à la somme de la masse salariale brute des salariés directement impactés par les missions sociales + la masse salariale des services supports pour la partie missions sociales (déterminée avec les % d'affectation précisés au-dessus).

✓ *Frais de recherches de fonds :*

Ces frais sont isolés dans une rubrique analytique spécifique. Cela concerne l'impression et l'affranchissement des mailings d'appels aux dons mais aussi la part de masse salariale chargée des salariés dont les temps de travail sont directement affectables à l'activité de collecte de fonds.

✓ *Frais de fonctionnement :*

Il s'agit des charges isolées dans les sections analytiques « à répartir » précisés plus haut, déduction faite de la quote-part affectée aux missions sociales et auxquelles sont ajoutées la masse salariale chargée des fonctions supports.

3- Principe d'affectation par emploi des ressources collectées auprès du public

Les ressources collectées auprès du public dans l'année, sont affectées aux emplois selon l'ordre de priorité suivant :

- ➡ 9,05 % à la couverture des frais d'appel à la générosité du public et des frais de fonctionnement
- ➡ Le solde 90,95 % étant affecté aux missions sociales.